

Art. 14. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 17. Het overkoepelend coördinatieplatform stelt jaarlijks een begrotingsvoorstel op, samen met eventuele wijzigingen die in het werkprogramma bedoeld in artikel 5 moeten worden aangebracht. Het ontwerp van begroting wordt aan de Minister overgemaakt.

Het overkoepelend coördinatieplatform kan, gelijktijdig met de vaststelling van het begrotingsvoorstel bedoeld in het eerste lid, een voorstel indienen bij de Minister tot uitbreiding van het personeelskader. ».

Art. 15. In hetzelfde besluit worden de volgende artikelen opgeheven:

1° afdeling 2 van hoofdstuk V, dat de artikelen 18, 19 en 20 omvat;

2° de artikelen 21 en 22.

Art. 16. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 23. In het raam van het beheer van de plannen en programma’s bedoeld in artikel 3, § 1, 8°, b), beheert het Agentschap de specifieke bankrekeningen die bij de Kashouder van het Waals Gewest geopend worden, onder de operationele directie van de Voorzitter. De creditrente van die rekeningen wordt ook door het Agentschap via een specifieke bankrekening beheerd onder de operationele directie van de Voorzitter.

De Voorzitter beslist over de bestemming van de financiële opbrengsten uit het beheer van de specifieke rekeningen die door het Agentschap worden geopend met het oog op het beheer van de fondsen van derden verkregen in het raam van de door hem opgestarte plannen en programma’s. ».

Art. 17. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 24. De daartoe door de Waalse Regering gedelegeerde Minister stelt een aan het Rekenhof onderworpen penningmeester ter beschikking van het Agentschap. Die penningmeester zal toezicht houden op de fondsen en waarden van het Agentschap. ».

Art. 18. In hetzelfde besluit worden de volgende artikelen opgeheven:

1° artikel 25;

1° afdeling IV van hoofdstuk V, dat de artikelen 26 en 27 omvat.

Art. 19. De artikelen 28 tot 31 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 20. De Minister van Klimaat en de Minister van Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/000478]

1^{er} DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions en matière de missions de la personne de référence pour la démence et de financement dans le secteur des maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l’article 37, § 12, alinéa 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2008 ;

Vu la loi-programme du 2 janvier 2001, l’article 59 ;

Vu le Code de l’Action sociale et de la Santé, l’article 43/2, alinéa 3, 1°, 2° et 3°, insérés par le décret du 8 novembre 2018, ainsi que l’article 359 ;

Vu l’arrêté royal du 17 aout 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l’harmonisation des barèmes, l’augmentation des rémunérations et la création d’emplois dans certaines institutions de soins ;

Vu l’arrêté royal du 28 décembre 2011 relatif à l’exécution du plan d’attractivité pour la profession infirmière, dans certains secteurs fédéraux de la santé, en ce qui concerne les primes pour des titres et qualifications professionnels particuliers et les prestations inconfortables ;

Vu le Code réglementaire wallon de l’Action sociale et de la Santé ;

Vu l’arrêté ministériel du 22 juin 2000 fixant l’intervention visée à l’article 37, § 12, de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les centres de soins de jour ;

Vu l’arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d’octroi de l’intervention visée à l’article 37, § 12, de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées ;

Vu le rapport du 17 avril 2023 établi conformément à l’article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l’article 138 de la Constitution ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 17 avril 2023 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 20 avril 2023 ;

Vu la décision du 26 avril 2023 de l'Organe de concertation intra-francophone et du comité ministériel de ne pas donner un avis ;

Vu l'avis du comité de branche " Bien-être et santé » de l'Agence donné le 16 mai 2023 ;

Vu l'avis 74.561/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 5 juin 2023 ;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des aînés, donné le 16 juin 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu d'augmenter, ainsi que de valoriser au plus tôt un meilleur encadrement des résidents souffrants de démence, et ce à partir du 1^{er} jour de la période de référence débutant le 1^{er} juillet 2023, qu'il y a, dès lors, lieu d'adapter le calcul de l'allocation journalière dès ce 1^{er} juillet 2023 également ;

Considérant la date E à déterminer pour les infirmiers disposant d'un titre professionnel particulier en gériatrie ou d'une qualification professionnelle particulière en gériatrie ou en soins palliatifs, considérant la période de référence qui s'étend du mois de septembre de l'année N-1 au mois d'août de l'année N dans le cadre du paiement de la prime pour titre et qualification, qu'il y a lieu de calquer le nouveau complément de spécialisation au bénéfice des infirmiers disposant d'un titre ou d'une qualification précitées et qui font le choix d'une rémunération aux barèmes IF-IC, sur une période de référence identique, partant, qu'il y a lieu d'accorder le bénéfice du complément de spécialisation dès septembre 2023, en vue de verser celui-ci en septembre 2024 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'annexe 120 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. Dans l'annexe 120 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 9.3.16., alinéa 2, les mots " qui hébergent au moins 25 patients classés dans la catégorie de dépendance Cd » sont remplacés par les mots " qui peuvent prétendre au financement d'une ou plusieurs personnes de référence pour la démence en vertu de l'article 28^{ter} de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ou qui bénéficie du financement d'une personne de référence pour la démence en application de l'article 4^{bis} de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins » ;

2^o le 9.3.16.4. est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins*

Art. 3. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 juin 2014, au paragraphe 3, le 8^o est complété par les mots « et à l'article 4^{ter} ».

CHAPITRE 4. — *Modifications de l'arrêté royal du 28 décembre 2011 relatif à l'exécution du plan d'attractivité pour la profession infirmière, dans certains secteurs fédéraux de la santé, en ce qui concerne les primes pour des titres et qualifications professionnels particuliers et les prestations inconfortables*

Art. 4. À l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 décembre 2011 relatif à l'exécution du plan d'attractivité pour la profession infirmière, dans certains secteurs fédéraux de la santé, en ce qui concerne les primes pour des titres et qualifications professionnels particuliers et les prestations inconfortables, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « , telle que définie dans les arrêtés ministériels fixant les critères d'agrément des qualifications, énumérés dans l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier. » sont remplacés par les mots " en gériatrie, ou aux infirmiers agréés comme étant autorisés à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en soins palliatifs telle que définie dans l'arrêté ministériel du 19 avril 2007 fixant les critères d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter le titre professionnel particulier d'infirmier spécialisé en gériatrie, dans l'arrêté ministériel du 19 avril 2007 fixant les critères d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en gériatrie et dans l'arrêté ministériel du 8 juillet 2013 fixant les critères d'agrément autorisant les infirmiers à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en soins palliatifs. » ;

2^o dans le paragraphe 2, les mots « tel que défini dans les arrêtés ministériels fixant les critères d'agrément de ces titres, énumérés dans l'arrêté royal du 27 septembre 2006 susmentionné. » sont remplacés par les mots " d'infirmier spécialisé en gériatrie tel que défini dans l'arrêté ministériel du 19 avril 2007 fixant les critères d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter le titre professionnel particulier d'infirmier spécialisé en gériatrie. » ;

3^o dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « , à l'hôpital, dans un service agréé, dans une fonction agréée ou dans un programme de soins agréé qui prévoit cette spécialisation ou dans une maison de repos pour personnes âgées ou une maison de repos et de soins. » sont remplacés par les mots « dans un établissement pour aînés, à savoir une maison de repos ou une maison de repos et de soins, ou dans un centre de soins de jour et ne pas être rémunéré selon le barème IF-IC ».

b) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par « barème IF-IC », on entend, pour l'application du présent chapitre, le nouveau modèle salarial, tel que visé dans la convention collective du travail du 31 janvier 2023 introduisant un nouveau modèle salarial pour les établissements et services de santé qui sont agréés et/ou subventionnés par la Région wallonne d'une part, et modifiant

d'autre part la convention collective de travail du 11/10/2021 (numéro d'enregistrement 174488/CO/330) concernant les procédures relatives à l'introduction d'une nouvelle classification sectorielle de fonctions et au rapportage à l'asbl IFIC modifiée par la CCT du 12/12/2022 (numéro d'enregistrement 177775/CO/330) en vue de permettre une adaptation du calendrier de la réforme et dans le protocole d'accord du 10 février 2023 approuvé en Comité C. » ;

4° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Par dérogation au paragraphe 3, les infirmiers qui travaillent dans un établissement pour aînés, à savoir une maison de repos ou une maison de repos et de soins, ou dans un centre de soins de jour, qui sont agréés, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, par l'autorité compétente pour un titre ou une qualification susmentionnée, n'ont pas droit aux primes visées aux paragraphes 1^{er} et 2.

L'infirmier bénéficiaire de la prime visée aux paragraphes 1^{er} ou 2, qui change de fonction dans le même établissement d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées ou change d'établissement garde son droit à la prime pour autant qu'il continue d'exercer une fonction d'infirmier et ne passe pas au barème IF-IC. » ;

5° le paragraphe 4bis est abrogé ;

6° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« La prime annuelle visée aux paragraphes 1^{er} et 2 n'est pas cumulable avec le complément de spécialisation visé à l'article 1^{er}bis. » ;

7° le paragraphe 6 est abrogé.

Art. 5. Dans le Chapitre I^{er} du même arrêté, il est inséré un article 1bis rédigé comme suit :

« Art. 1bis. § 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 2023 un complément de spécialisation annuel de 833 euros est accordé aux infirmiers agréés comme étant autorisés à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en gériatrie, ou aux infirmiers agréés comme étant autorisés à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en soins palliatifs telle que définie dans l'arrêté ministériel des 19 avril 2007 fixant les critères d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en gériatrie et dans l'arrêté ministériel du 8 juillet 2013 fixant les critères d'agrément autorisant les infirmiers à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière en soins palliatifs.

§ 2. A partir du 1^{er} septembre 2023, un complément de spécialisation annuel de 2.500 euros est accordé aux infirmiers agréés comme étant autorisés à porter un titre professionnel particulier en gériatrie tel que défini dans l'arrêté ministériel du 19 avril 2007 fixant les critères d'agrément autorisant les praticiens de l'art infirmier à porter le titre professionnel particulier d'infirmier spécialisé en gériatrie.

§ 3. Pour bénéficier des compléments visés aux paragraphes 1^{er} et 2, l'infirmier agréé visé aux paragraphes 1^{er} et 2 doit effectivement travailler, dans un établissement pour aînés, à savoir une maison de repos ou une maison de repos et de soins, ou dans un centre de soins de jour et être rémunéré selon le barème IF-IC.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, l'infirmier agréé visé aux paragraphes 1^{er} et 2 qui passe au barème IFIC, a droit au paiement de la prime qui lui est applicable telle que visée à l'article 1^{er}, au prorata du nombre de mois travaillés ou assimilés durant lesquels il n'a pas encore été effectivement rémunéré selon le barème IFIC du 1^{er} septembre de l'année précédente au 31 août de l'année en cours.

Une proratisation par mois entier est ensuite appliquée pour le paiement du complément de spécialisation auquel l'infirmier agréé visé aux paragraphes 1^{er} et 2 qui passe au barème IFIC a droit pour les mois travaillés ou assimilés durant lesquels il est rémunéré selon le barème IFIC durant la période de référence. ».

Art. 6. À l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, les mots " est versée » sont remplacés par les mots

« visée à l'article 1^{er}, §§ 1^{er} et 2 ou le complément de spécialisation visé à l'article 1^{er}bis, §§ 1^{er} et 2, est versé » ;

2° dans la deuxième phrase, les mots " ou le complément de spécialisation » sont insérés entre les mots « prime » et " est ».

Art. 7. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots " dans ce chapitre » sont à chaque fois remplacés par les mots « reprises à l'article 1^{er} ».

Art. 8. Dans le Chapitre 1^{er} du même arrêté, il est inséré un article 3bis rédigé comme suit :

« Art. 3bis. § 1^{er}. Les montants repris dans l'article 1bis sont indexés, pour le secteur privé, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants et sont liés à l'indice pivot, au 1^{er} janvier 2022.

§ 2. Les montants repris à l'article 1bis sont indexés, pour le secteur public, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot, au 1^{er} janvier 2022. ».

CHAPITRE 5. — *Modifications de l'arrêté ministériel du 22 juin 2000 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les centres de soins de jour*

Art. 9. Dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 juin 2000 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les centres de soins de jour, modifié en dernier lieu par l'arrêté-ministériel du 14 mars 2012, au paragraphe 5, alinéa 3, les mots « d'un an » sont remplacés par « de six mois ».

CHAPITRE 6. — *Modifications de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées*

Art. 10. À l'article 6 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées, modifié en dernier lieu par l'arrêté du gouvernement wallon du 9 décembre 2021, le paragraphe 1^{er} est complété par un point *p*) rédigé comme suit :

« *p*) Partie W1 : le financement complémentaire de la fonction de référent pour la démence entre le 1^{er} juillet 2023 et le 31 décembre 2024. »

Art. 11. À l'article 28^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté-ministériel du 4 mai 2010, et modifié en dernier lieu par l'arrêté du gouvernement wallon du 9 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2^{ème} tiret est remplacé par ce qui suit :

« - l'intervention est calculée au moyen de la formule suivante : ((somme de (ETP de la personne de référence pour la démence au cours de la période de référence x salaire annuel suivant le niveau moyen d'ancienneté de la qualification de cette personne)) / nombre moyen de patients pendant la période de référence) / nombre de jours calendrier de la période de facturation » ;

b) les 3^{ème} et 4^{ème} tirets sont abrogés ;

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° a) Soit, avoir hébergé une moyenne de minimum vingt patients classés dans la catégorie de dépendance Cd ou D pendant la période de référence.

Lorsque cette condition est remplie, durant la période où un membre du personnel exerce sa fonction de personne de référence pour la démence, il en est tenu compte pour 19 heures par semaine au maximum.

La fonction de personne de référence pour la démence est exercée par un seul membre du personnel. En cas d'absence durant ces heures de prestations, la fonction peut être occupée par un autre membre du personnel qui répond aux conditions.

b) Lorsque la condition visée au point a) a été remplie pour une période de référence à partir de la période de référence qui a commencé le 1^{er} juillet 2021 au plus tôt, cette condition n'est plus exigée par la suite, pour autant que l'institution héberge une moyenne de minimum quinze patients classés dans la catégorie de dépendance Cd ou D pendant la période de référence. Lorsque cette condition est remplie, durant la période où un membre du personnel exerce sa fonction de personne de référence pour la démence, il en est tenu compte pour 19 heures par semaine au maximum.

c) Soit, avoir hébergé une moyenne de minimum trente-six patients classés dans la catégorie de dépendance Cd ou D pendant la période de référence. Lorsque cette condition est remplie, durant la période de référence où un ou plusieurs membres du personnel exercent la fonction de personne de référence pour la démence, il en est tenu compte pour 38 heures par semaine au maximum.

La fonction de personne de référence pour la démence peut être exercée par deux membres du personnel au maximum en même temps, pour autant qu'au moins une personne de référence pour la démence soit engagée à un minimum de 19 heures par semaine. Le cas échéant, les référents pour la démence doivent travailler sur une grille horaire commune de minimum 4 heures par semaine afin d'assurer la coordination de leur travail.

d) Lorsque la condition visée au point c) a été remplie pour une période de référence à partir de la période de référence qui a commencé le 1^{er} juillet 2021 au plus tôt, cette condition n'est plus exigée par la suite, pour autant que l'institution héberge une moyenne de trente patients classés dans la catégorie de dépendance Cd ou D pendant la période de référence. » ;

b) au 2°, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « un membre » sont remplacés par les mots « un ou plusieurs membres »,

(2) les mots « pour un minimum de 19 heures/semaines » sont abrogés ;

c) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° les prestations d'un membre du personnel engagé sur base de l'article 4*bis* de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes et l'augmentation des rémunérations dans certaines institutions de soins ne peuvent en aucun cas être prises en considération. » ;

d) le 4° est abrogé ;

3° le paragraphe 4, est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Sont pris en considération pour remplir la fonction de personne de référence pour la démence les membres du personnel détenteurs d'un diplôme ou d'un brevet d'infirmier A1 ou A2 ou d'un des diplômes visés à l'article 4, § 2, qui sont salariés ou statutaires. Un directeur salarié ou statutaire, un infirmier en chef, un paramédical en chef ou un coordinateur infirmier ne peuvent toutefois exercer en même temps la fonction de personne de référence pour la démence. ».

Art. 12. Dans le chapitre III du même arrêté, il est inséré une section 15, intitulée " Section 15 - Partie W1 : le financement complémentaire de la fonction de référent pour la démence entre le 1^{er} juillet 2023 et le 31 décembre 2024. ».

Art. 13. Dans la section 15, insérée par l'article 12, il est inséré un article 29*nonies* rédigé comme suit :

« Art. 29*nonies*. § 1^{er}. Le financement complémentaire de la fonction de personne de référence pour la démence pour les périodes de facturation 2023, à partir du 1^{er} juillet 2023, et 2024 est calculé selon la formule suivante :

((somme de((A/T)*S))-(somme de (B*S))) /Nombre de jour calendrier dans la période de facturation)/ nombre moyen de patients pendant la période de référence).

Les significations des variables sont les suivantes :

1° A correspond au nombre d'heures hebdomadaires du contrat ou de l'acte de nomination de la personne de référence pour la démence ;

2° B correspond à l'équivalent temps plein de la personne de référence pour la démence pris en compte dans le cadre de la partie E3 de l'allocation forfaitaire ;

3° S correspond au salaire annuel suivant le niveau moyen d'ancienneté de la qualification de cette personne ;

4° T correspond au nombre d'heures par semaine pour un contrat temps plein au sein de cette institution.

§ 2. Le financement complémentaire visé au paragraphe 1^{er}, est octroyé aux conditions suivantes :

1° l'institution remplit les conditions visées à l'article 28ter, § 2, 1°, a) ou c) ;

2° l'institution bénéficie du financement complémentaire le premier jour du mois au cours duquel elle communique, par le biais d'un envoi conférant date certaine, le contrat ou l'acte de nomination au service et au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du ou des contrats ou du ou des actes de nominations de personne de référence pour la démence ;

3° l'institution informe le service dans un délai d'un mois, par le biais d'un envoi conférant date certaine, lorsqu'une période d'interruption du contrat intervient, dans la mesure où elle n'a pas donné lieu au paiement d'une rémunération ;

4° les prestations d'un membre du personnel engagé sur base de l'article 4bis de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes et l'augmentation des rémunérations dans certaines institutions de soins ne peuvent en aucun cas être prises en considération.

Au paragraphe 2, 1°, dans le cas-où l'institution remplit les conditions visées à l'article 28ter, § 2, 1°, a), durant la période où un membre du personnel exerce sa fonction de personne de référence pour la démence, il en est tenu compte pour un contrat de 19 heures par semaine au maximum.

Au paragraphe 2, 3°, le financement complémentaire n'est pas dû durant cette période d'interruption du contrat. Si l'institution omet d'avertir le service dans le mois de la survenance d'une période d'interruption du contrat, le financement complémentaire ne peut plus être octroyé à l'institution pour les périodes de facturation 2023 et 2024, à partir de la date d'interruption. ».

CHAPITRE 7. — Dispositions finales.

Art. 14. Les articles 2, 10 à 13 du présent arrêté produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2023.

Art. 15. L'article 4, 1° à 3° et 5° à 7°, ainsi que les articles 5 à 8 du présent arrêté produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2023.

Art. 16. Le Ministre qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/000478]

1 DECEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake de opdrachten van de referentiepersoon dementie en de financiering in de sector van de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden

De Waalse Regering,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 37, § 12, eerste lid, laatst gewijzigd bij de wet van 19 december 2008;

Gelet op de programmawet van 2 januari 2001, artikel 59 ;

Gelet op het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 43/2, derde lid, 1°, 2° en 3°, ingevoegd bij het decreet van 8 november 2018, alsook artikel 359;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering betreft van de barema's, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2011 betreffende uitvoering van het attractiviteitsplan voor het verpleegkundig beroep, in bepaalde federale gezondheidssectoren, wat betreft de premies voor de titels en bijzondere beroepsbekwaamheden en ongemakkelijke prestaties

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 juni 2000 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de centra voor dagverzorging ;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden;

Gelet op het verslag van 17 april 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 april 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 april 2023;

Gelet op de beslissing van 26 april 2023 van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel comité, om geen advies uit te brengen;

Gelet op het advies van het branchecomité “Welzijn en Gezondheid” van het Agentschap, gegeven op 16 mei 2023;

Gelet op advies nr. 74.561/2 van de Raad van State, gegeven op 26 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 5 juni 2023;

Gelet op het advies van de “Commission wallonne des Aînés” (Waalse commissie voor senioren), gegeven op 16 juni 2023;

Overwegende dat er een noodzaak is om de waarde van betere zorg voor dementerende bewoners zo snel mogelijk te verhogen en te versterken, en dit vanaf de 1e dag van de referentieperiode die start op 1 juli 2023, dat er daarom een noodzaak is om de berekening van de dagvergoeding ook vanaf deze 1 juli 2023 aan te passen;

Gelet op de vast te stellen datum E voor verpleegkundigen met een bepaalde beroepstitel in de geriatrie of een bepaalde beroepskwalificatie in de geriatrie of palliatieve zorg, gelet op de referentieperiode die loopt van september van het jaar N-1 tot augustus van het jaar N in het kader van de uitbetaling van de toeslag voor titel en kwalificatie, dat de nieuwe specialisatietoelagen voor verpleegkundigen met voornoemde titel of kwalificatie die opteren voor bezoldiging volgens de IF-IC-schalen, gebaseerd moet zijn op een identieke referentieperiode, en dat de specialisatietoelagen bijgevolg moet worden toegekend vanaf september 2023, met het oog op betaling in september 2024;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK 2.- — *Wijzigingen in bijlage 120*

van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Art. 2. In artikel 120 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 9.3.16., tweede lid, worden de woorden “met ten minste 25 patiënten in de afhankelijkheidscategorie Cd” vervangen door de woorden “die recht hebben op de financiering van één of meer referentiepersonen dementie krachtens artikel 28ter van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, of die genieten van de financiering van een referentiepersoon dementie in toepassing van artikel 4bis van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering betreft van de barema’s, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen

2° punt 9.3.16.4. wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering betreft van de barema’s, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen*

Art. 3. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering betreft van de barema’s, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juni 2014 wordt in paragraaf 3, punt 8° aangevuld met de woorden “en in artikel 4ter”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 28 december 2011 betreffende uitvoering van het attractiviteitsplan voor het verpleegkundig beroep, in bepaalde federale gezondheidssectoren, wat betreft de premies voor de titels en bijzondere beroepsbekwaamheden en ongemakkelijke prestaties*

Art. 4. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 december 2011 betreffende uitvoering van het attractiviteitsplan voor het verpleegkundig beroep, in bepaalde federale gezondheidssectoren, wat betreft de premies voor de titels en bijzondere beroepsbekwaamheden en ongemakkelijke prestaties, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden “zoals bepaald in de ministeriële besluiten die de erkenningscriteria vastleggen van de kwalificaties, vermeld in het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepsbekwaamheden voor de beoefenaars van de verpleegkunde.” vervangen door de woorden “in de geriatrie, of aan erkende verpleegkundigen die gemachtigd zijn om zich te beroepen op een bijzondere beroepsbekwaamheid van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de palliatieve zorg zoals bepaald in het ministerieel besluit van 19 april 2007 tot vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde gemachtigd worden de bijzondere beroepstitel te dragen van verpleegkundige gespecialiseerd in geriatrie, in het ministerieel besluit van 19 april 2007 tot vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde gemachtigd worden zich te beroepen op de bijzondere beroepsbekwaamheid van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de geriatrie en in het ministerieel besluit van 8 juli 2013 tot vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de verpleegkundigen gemachtigd worden zich te beroepen op de bijzondere beroepsbekwaamheid van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de palliatieve zorg.”

2° in paragraaf 2 worden de woorden “zoals bepaald in de ministeriële besluiten die de erkenningcriteria vastleggen van de titels, vermeld in het bovenvermeld koninklijk besluit van 27 september 2006.” vervangen door de woorden “van verpleegkundige gespecialiseerd in geriatrie zoals bepaald in het ministerieel besluit van 19 april 2007 tot

vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde gemachtigd worden de bijzondere beroepstitel te dragen van verpleegkundige gespecialiseerd in geriatrie.”;

3° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “in het ziekenhuis tewerkgesteld zijn in een erkende dienst, in een erkende functie of in een erkend zorgprogramma die deze specialisatie voorziet of in een rustoord voor bejaarden of in een rust- en verzorgingstehuis.” worden vervangen door de woorden “in een inrichting voor bejaarden tewerkgesteld zijn, namelijk een rusthuis of een rust- en verzorgingstehuis, of in een dagzorgcentrum, en niet worden bezoldigd volgens de IF-IC-schaal”.

b) de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

Onder “IF-IC-schaal” wordt verstaan voor de toepassing van dit hoofdstuk het nieuwe loonmodel, zoals bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 januari 2023 tot invoering van een nieuw loonmodel voor gezondheidsinstellingen en -diensten die erkend en/of gesubsidieerd worden door het Waals Gewest enerzijds, en tot wijziging anderzijds van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11/10/2021 (registratienummer 174488/CO/330) betreffende de procedures met betrekking tot de invoering van een nieuwe sectorale indeling van de functies en de rapportering aan de VZW IFIC zoals gewijzigd door de CAO van 12/12/2022 (registratienummer 177775/CO/330) om een aanpassing van het tijdschema van de hervorming en in het in comité C goedgekeurde akkoordprotocol van 10 februari 2023 mogelijk te maken.”;

4° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“ § 4 In afwijking van lid 3 hebben verpleegkundigen die werkzaam zijn in een instelling voor ouderenzorg, namelijk een rust- of verzorgingstehuis, of in een dagzorgcentrum, en die vanaf de datum van inwerkingtreding van dit lid door de bevoegde autoriteit zijn erkend voor een titel of kwalificatie als hierboven bedoeld, geen recht op de in de leden 1 en 2 bedoelde premies

Een verpleegkundige die recht heeft op de in lid 1 of lid 2 bedoelde premie en die binnen hetzelfde bejaardentehuis van functie verandert of naar een ander tehuis overstapt, behoudt zijn recht op de premie op voorwaarde dat hij als verpleegkundige werkzaam blijft en niet overstapt naar de IF-IC-schaal.”.

5° paragraaf 4bis wordt opgeheven;

6° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

“De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde jaarlijkse premie kan niet worden gecumuleerd met het in artikel 1 bis bedoelde specialisatiecomplement.”;

7° paragraaf 6 wordt opgeheven.

Art. 5. In hetzelfde Hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1bis. § 1. Vanaf 1 september 2023 wordt een jaarlijkse specialisatiecomplement van 833 euro toegekend aan verpleegkundigen die erkend zijn om een bijzondere beroepskwalificatie van verpleegkundige met bijzondere deskundigheid in de geriatrie te gebruiken, of aan verpleegkundigen die erkend zijn als bevoegd tot het voeren van een bijzondere beroepskwalificatie van verpleegkundige met bijzondere deskundigheid in de palliatieve zorg zoals gedefinieerd in het ministerieel besluit van 19 april 2007 tot vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde gemachtigd worden zich te beroepen op de bijzondere beroepsbekwaamheid van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de geriatrie en in het ministerieel besluit van 8 juli 2013 tot vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de verpleegkundigen gemachtigd worden zich te beroepen op de bijzondere beroepsbekwaamheid van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de palliatieve zorg.

§ 2. Vanaf 1 september 2023 wordt een jaarlijkse specialisatiecomplement van 2.500 euro toegekend aan verpleegkundigen die erkend zijn om een specifieke beroepstitel in de geriatrie te voeren zoals bepaald in het ministerieel besluit van 19 april 2007 tot vaststelling van de criteria voor erkenning waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde gemachtigd worden de bijzondere beroepstitel te dragen van verpleegkundige gespecialiseerd in geriatrie

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de in de leden 1 en 2 bedoelde complementen moet de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde erkende verpleegkundige daadwerkelijk werken in een instelling voor ouderen, d.w.z. een rust- of verzorgingstehuis of een dagzorgcentrum, en bezoldigd worden volgens de IF-IC-schaal.

§ 4. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 heeft de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde ingeschreven verpleegkundige die naar de IFIC-schaal overschakelt, recht op betaling van de op hem toepasselijke premie bedoeld in artikel 1, naar evenredigheid van het aantal gewerkte of daarmee gelijkgestelde maanden waarin hij van 1 september van het voorgaande jaar tot 31 augustus van het lopende jaar nog niet effectief volgens de IFIC-schaal werd bezoldigd.

Vervolgens wordt een pro rata per hele maand toegepast voor de betaling van het specialisatiecomplement waarop de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde ingeschreven verpleegkundige die naar de IFIC-schaal overschakelt, recht heeft voor de gewerkte of gelijkgestelde maanden waarin hij tijdens de referentieperiode volgens de IFIC-schaal wordt bezoldigd.”.

Art. 6. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de eerste zin worden de woorden “De premie wordt jaarlijks in de maand september betaald door de werkgever aan de verpleegkundigen.” vervangen door de woorden “De premie bedoeld in artikel 1, §§ 1 en 2 of het specialisatiecomplement bedoeld in artikel 1 bis, §§ 1 en 2, wordt betaald door de werkgever aan de verpleegkundigen.”

2° in de tweede zin worden de woorden “of het specialisatiecomplement” ingevoegd tussen de woorden “De premie” en “wordt”.

Art. 7. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “in dit hoofdstuk” telkens vervangen door de woorden “in artikel 1”.

Art. 8. In Hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 3bis. § 1. De in artikel 1bis vermelde bedragen worden, voor de privésector, geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld en worden op 1 januari 2022 gekoppeld aan de spilindex.

§ 2. De bijdragen in artikel 1bis worden geïndexeerd, voor de privésector, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden op 1 januari 2022 gekoppeld aan de spilindex.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen in het ministerieel besluit van 22 juni 2000 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de centra voor dagverzorging*

Art. 9. In artikel 3 van het ministerieel besluit van 22 juni 2000 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de centra voor dagverzorging, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 maart 2012 wordt in paragraaf 5, derde lid, de woorden “dan een jaar” vervangen door de woorden “dan 6 maanden”.

HOOFDSTUK 6 — *Wijzigingen in het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden*

Art. 10. In artikel 6 van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2021, wordt paragraaf 1 aangevuld met een punt p), luidend als volgt:

“p) Deel W1: de aanvullende financiering voor de functie referent dementie tussen 1 juli 2023 en 31 december 2024.”

Art. 11. In artikel 28ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 4 mei 2010 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het tweede streepje wordt vervangen als volgt :

“- de bijdrage wordt berekend aan de hand van de volgende formule : ((VTE van de referentpersoon dementie tijdens de referentieperiode x jaarlijkse loonkost volgens de gemiddelde anciënniteit van de kwalificatie van die persoon)/gemiddeld aantal patiënten tijdens de referentieperiode)/aantal kalenderdagen van de facturatieperiode”;

b) het derde en het vierde streepje worden opgeheven;

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt :

“1° a) tijdens de referentieperiode gemiddeld ten minste twintig patiënten hebben gehuisvest die zijn ingedeeld in de afhankelijkheidscategorie Cd of D.

Als aan deze voorwaarde wordt voldaan, zal gedurende de periode dat een personeelslid optreedt als referentpersoon dementie, maximaal 19 uur per week in aanmerking worden genomen.

Eén personeelslid is de referentpersoon voor dementie. Bij afwezigheid tijdens deze uren kan de functie worden waargenomen door een ander personeelslid dat aan de voorwaarden voldoet.

b) Wanneer aan de onder a) bedoelde voorwaarde is voldaan voor een referentieperiode die op zijn vroegst aanvangt op 1 juli 2021, is deze voorwaarde daarna niet langer vereist, mits de instelling tijdens de referentieperiode gemiddeld ten minste vijftien patiënten opvangt die zijn ingedeeld in de afhankelijkheidscategorie Cd of D. Als aan deze voorwaarde wordt voldaan, zal gedurende de periode dat een personeelslid optreedt als referentpersoon dementie, maximaal 19 uur per week in aanmerking worden genomen.

c) tijdens de referentieperiode gemiddeld ten minste zesendertig patiënten hebben gehuisvest die zijn ingedeeld in de afhankelijkheidscategorie Cd of D. Als aan deze voorwaarde wordt voldaan, zal gedurende de referentieperiode dat één of meerdere personeelsleden optreden als referentpersoon dementie, maximaal 38 uur per week in aanmerking worden genomen.

De functie van referentpersoon dementie mag door maximaal twee personeelsleden tegelijkertijd worden uitgevoerd, op voorwaarde dat ten minste één referentpersoon dementie minimaal 19 uur per week in dienst is. Indien nodig moeten de referentpersonen dementie werken volgens een gemeenschappelijk schema van minstens 4 uur per week om ervoor te zorgen dat hun werk wordt gecoördineerd.

d) Wanneer aan de onder a) bedoelde voorwaarde is voldaan voor een referentieperiode die op zijn vroegst aanvangt op 1 juli 2021, is deze voorwaarde daarna niet langer vereist, mits de instelling tijdens de referentieperiode gemiddeld ten minste dertig patiënten opvangt die zijn ingedeeld in de afhankelijkheidscategorie Cd of D.”.

b) in punt 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden “een personeelslid” worden vervangen door de woorden “één of meerdere personeelsleden”,

(2) De woorden “minsten 19 uur/ week” worden geschrapt;

c) punt 3° wordt vervangen als volgt:

“3° de prestaties van een personeelslid tewerkgesteld op basis van artikel 4bis van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering van de barema's, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen kunnen in geen geval in aanmerking worden genomen.” ;

d) punt 4° wordt opgeheven;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

"4 Personeelsleden die houder zijn van een diploma of een brevet van verpleegkunde A1 of A2 of van een van de diploma's bedoeld in artikel 4, § 2, en die loontrekkende of statutair zijn, komen in aanmerking voor de functie van referentiepersoon dementie. Een loontrekkende of statutaire directeur, een hoofdverpleegkundige, een hoofdparamedicus of een verpleegkundig coördinator mogen echter niet tegelijkertijd de functie van referentiepersoon dementie uitoefenen."

Art. 12. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een afdeling 15 ingevoegd, luidend als volgt "Afdeling 15 - Deel W1 : de aanvullende financiering voor de functie referent dementie tussen 1 juli 2023 en 31 december 2024."

Art. 13. In afdeling 15, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 29*nonies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 29*nonies*. § 1. De aanvullende financiering voor de functie referentiepersoon dementie voor de factureringsperiodes 2023, vanaf 1 juli 2023, en 2024 wordt berekend volgens de volgende formule:

$$\frac{((\text{som van } (A/T)*S)) - (\text{som van } (B*S))}{\text{Aantal kalenderdagen in de factureringsperiode}} / \text{gemiddeld aantal patiënten in de referentieperiode}.$$

De betekenis van de variabelen is als volgt:

1° A stemt overeen met het aantal uren per week in het contract of in de benoemingsakte van de referentiepersoon dementie ;

2° B stemt overeen met het voltijds equivalent van de referentiepersoon dementie waarmee rekening wordt gehouden in deel E3 van de forfaitaire tegemoetkoming;

3° S komt overeen met het jaarsalaris overeenkomstig het gemiddelde anciënniteitsniveau van de kwalificatie van deze persoon;

4° T komt overeen met het aantal uren per week voor een voltijds contract binnen deze instelling.

§ 2 De aanvullende financiering bedoeld in paragraaf 1 wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° de instelling voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 28*ter*, § 2, 1°, a) of c) ;

2° de instelling ontvangt de aanvullende financiering op de eerste dag van de maand waarin zij het contract of de benoemingsakte aan de dienst meedeelt, door middel van een brief waarin een datum wordt vastgesteld, en ten vroegste op de datum van inwerkingtreding van het/de contract(en) of de benoemingsakte(n) van de referentiepersoon dementie ;

3° de instelling brengt de dienst binnen de maand op de hoogte, door middel van een brief die een vaste datum verleent, wanneer een periode van onderbreking van het contract zich voordoet, voor zover deze geen aanleiding heeft gegeven tot de betaling van een bezoldiging;

4° de prestaties van een personeelslid tewerkgesteld op basis van artikel 4*bis* van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering van de barema's, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen kunnen in geen geval in aanmerking worden genomen.

In paragraaf 2, 1°, wordt, indien de instelling voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 28*ter*, § 2, 1°, a), gedurende de periode waarin een personeelslid optreedt als referentiepersoon dementie, hiermee rekening gehouden voor een contract van maximaal 19 uur per week.

In paragraaf 2, 3°, is geen bijkomende financiering verschuldigd tijdens deze periode van onderbreking van het contract. Als de instelling de dienst niet binnen een maand na het optreden van een onderbrekingsperiode van het contract op de hoogte brengt, kan aan de instelling geen aanvullende financiering meer worden toegekend voor de factureringsperiodes 2023 en 2024, vanaf de datum van onderbreking.

HOOFDSTUK 7 — Slotbepalingen

Art. 14. De artikelen 2, 10 tot 13, van dit besluit hebben uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 15. De artikelen 4, 1° tot 3° en 5° tot 7°, alsook de artikelen 5 tot 8 van dit besluit hebben uitwerking op 1 september 2023.

Art. 16. De Minister van gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,

Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/000589]

13 AVRIL 2023. — Arrêté ministériel accordant une subvention à divers opérateurs dans le cadre de la mise en œuvre du projet ZELDA phase 3 - Zonings à Énergie locale et durable

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité ;

Vu le décret du 21 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement notamment l'article 12, 4° ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 6 avril 2023 ;